



La seule reprise qui vaille

C'EST CELLE DE L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES EMBAUCHES

Hausse des prix de l'électricité, du gaz, du carburant, de l'alimentation : tout augmente... sauf les salaires. Les entreprises invoquent la reprise pour justifier l'inflation. Belle excuse, tout irait mieux, mais il faudrait que les travailleurs payent la note. Car le patronat le répète : il ne faudrait surtout pas augmenter les salaires, ni même qu'ils suivent l'inflation, pour ne pas pénaliser le redémarrage de leur économie. Fragiles les capitalistes ? Alors que les bénéficiaires du CAC 40 sur les six premiers mois de l'année ont atteint un record de 60 milliards d'euros, ils vont avoir du mal à nous faire sortir les mouchoirs !

Car nous, avec les prix qui montent et les salaires qui stagnent, on ne la sent pas vraiment cette sortie de crise. Alors en cette période de reprise, c'est le moment de mettre en avant nos exigences !

Pénurie de main-d'oeuvre... sous-payée

En plus, le patronat s'impatiente et se plaint de difficultés à embaucher. Avec plus de quatre millions de chômeurs et des plans de suppression de postes qui s'enchaînent depuis des mois, pleurer à la « pénurie de main-d'oeuvre » comme le fait le Medef frise la provocation. D'autant que les patrons invoquent aussi ce prétexte pour augmenter les cadences dans les entreprises et dégrader les conditions de travail.

D'ailleurs, quels travailleurs recherchent-ils ? Des salariés payés au Smic alors que les prix flambent ? Pour eux, il faudrait que nous acceptions des emplois, souvent précaires, avec des conditions de travail continuellement dégradées par les réorganisations, que ce soit dans le privé ou les services publics comme à la Poste, à la SNCF ou dans les hôpitaux. À ce tarif, c'est sûr qu'ils risquent d'avoir du mal à trouver des volontaires.

La réforme du chômage menace tous les salariés

Essayer de contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire, c'est le

but de la réforme de l'assurance-chômage qui doit entrer en vigueur au 1^{er} octobre. Taillée sur mesure par le gouvernement pour le patronat, elle vise à amputer lourdement les indemnités chômage pour fournir aux capitalistes la main-d'œuvre bon marché qu'ils réclament. Ce qu'Élisabeth Borne, la ministre du Travail, appelle « favoriser le retour à l'emploi ».

Cette réforme de Macron vise l'ensemble du monde du travail : diminuer les allocations chômage, c'est imposer à tous les chômeurs de se faire embaucher au Smic. C'est faire pression sur tous les salaires pour les niveler vers le bas.

Des ripostes qui doivent s'étendre

Et cela au moment où le patronat réduit les effectifs, baisse les rémunérations et aggrave les conditions de travail pour augmenter la rentabilité. Comme il le fait en ce moment dans le secteur des transports par exemple, sous prétexte d'ouverture à la concurrence. Mais il est tombé sur un os.

Chez Transdev, une des principales entreprises de transport, la grève des conducteurs de bus commencée en région parisienne s'étend pour bloquer l'offensive patronale sur les salaires et l'allongement des journées de travail. De même pour les sages-femmes qui étaient en grève ce week-end pour de meilleurs salaires. Et dans bien d'autres entreprises les salariés ripostent.

C'est le moment d'imposer nos conditions

Si le patronat parle de pénurie de main-d'œuvre après des mois de chantage à l'emploi, c'est qu'il a besoin des travailleurs pour sa « reprise », pour faire tourner la machine à profits. Elle est là notre force. C'est le moment d'imposer nos conditions à nous :

- 400 € d'augmentation pour tous ;
- pas un salaire, ni une pension, ni une allocation sous 1800 euros ;
- indexation des rémunérations sur l'inflation ;
- partage du travail entre tous sans perte de revenu.

La journée de grève interprofessionnelle du 5 octobre sera l'occasion de faire entendre ces revendications et de préparer une vraie riposte d'ensemble. Vive la reprise des luttes !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Toujours moins

La Banque Postale a présenté aux syndicats les effectifs prévisionnels des centres financiers. Partout c'est la dégringolade. L'effectif du centre financier de Paris devrait être de 222 personnes d'ici 2025, soit moitié moins qu'actuellement.

Tous ensemble, nous devons arrêter les suppressions d'emplois et les fermetures de services.

Toujours non à la réorg

À Paris 15, l'audience opposant le CHSCT et le cabinet d'expertise à la direction a été reportée au 30 novembre. Cela permet de garder encore quelques temps notre collectif de travail et nos jours de repos.

Mais même après ça, leur réorganisation qui nous vole du temps de repos et nous impose un bouleversement des horaires, c'est toujours non !

Game of Thrones

À Paris 15, les toilettes des hommes sont aussi bouchées que la direction de La Poste. On dirait qu'elles font un concours à qui cèdera le premier.

Le problème pourrait se régler très rapidement, mais il faudrait que La Poste mette la main à la poche et ça lui tord l'estomac rien que d'y penser.

Salaires de rien

Avec la hausse du Smic de 2,2 % au 1^{er} octobre (soit tout juste l'inflation), certains salaires à La Poste se retrouvent sous le minimum légal. Après avoir tergiversé pour les augmenter au prétexte que quelques primes qui compenseraient, la direction a dû s'y résigner.

C'est bien le minimum, mais ce sont tous les salaires qui subissent la hausse des prix. Il nous manque au moins 300 euros à tous chaque mois.

La grève et la manifestation prévues le 5 octobre seront l'occasion de l'exiger de la direction.

Un chat mouillé n'en sèche pas un autre

Adrexo s'est fait taper sur les doigts après le couac des plis électoraux non distribués au printemps et sera forcé de rembourser 25 % du contrat à l'État.

À La Poste, la distribution ne s'est pas beaucoup mieux passée, mais le PDG, Philippe Wahl, droit dans ses bottes, affirme que La Poste peut assurer l'intégral la prochaine fois.

Il va jusqu'à raconter qu'il a dû faire un « effort » sur le prix à cause de la concurrence. Mais nous n'avons pas vu la couleur des dizaines de millions d'euros que La Poste a empochés. Car l'effort n'a encore une fois pas porté sur les salaires ni sur les embauches nécessaires.

Débrayages des conducteurs de bus

À Transdev en région parisienne, à Lyon, dans le Forez, près de Nantes et sûrement ailleurs, des conducteurs de bus sont en grève. Partout, la même colère : ras-le-bol des bas salaires, des journées à rallonge avec des coupures peu ou pas payées, des horaires qui changent à la dernière minute !

Ces luttes sont les mêmes, alors pour arracher la victoire aux patrons du transport et des autres secteurs, c'est tous ensemble qu'il faudra se battre !

Arc En Ciel ne fera plus la pluie et le beau temps

Après huit jours de grève, les 130 travailleuses et travailleurs du nettoyage de l'université de Jussieu, à Paris, ont obtenu gain de cause. Partis en grève contre un chef tyrannique et les bouleversements dans les postes et horaires de travail, ils ont fait céder leur employeur, la société Arc En Ciel.

Départ du chef, pas de restructuration, paiement des heures volées aux salariés ces derniers mois et de la moitié des jours de grève : autant de victoires que les grévistes ne doivent qu'à eux-mêmes.

Ils ont aussi gagné le respect, et une expérience de la lutte collective qui leur sera bien utile dans les prochaines années.

Grève des sages-femmes en colère

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, les sages-femmes étaient en grève ce week-end. La moitié des cabinets et de nombreuses maternités privées ont fermé. Dans le public, les fermetures n'ont été évitées qu'en raison des assignations.

Les sages-femmes réclament une reconnaissance de leur travail passant par une augmentation substantielle des salaires et des embauches. Des revendications qui sont celles de tout le personnel soignant.

Défiscalisation des pourboires

Macron vient d'annoncer que les pourboires touchés par les salariés de l'hôtellerie et de la restauration pourraient être défiscalisés, même s'ils sont versés par carte bancaire.

Tout ça parce que les patrons de ce secteur se plaignent de manquer de bras et sont trop rapaces pour augmenter les salaires. Bien sûr, ça ne changera pas grand-chose : quel serveur s'est jamais amusé à déclarer ses pourboires au fisc ?

Encore de la poudre de perlimpinpin !

